

Nous reprenons ici deux articles publiés par Louis Weber dans la revue *Savoir/Agir*, le premier dans le n°7 de mars 2009, le second dans le n°8 de juin 2009. On peut consulter les sommaires des anciens numéros de la revue, ainsi que d'autres informations relatives à l' "intellectuel collectif" qu'est l'association *Raisons d'agir*, à l'adresse Internet : <http://www.raisonsdagir.org/>

La gauche de gauche en Europe

Jusqu'ici, et s'agissant principalement de la situation en France, la référence à la gauche de la gauche a servi à délimiter un espace qui regroupe les formations et groupes politiques à la gauche du parti socialiste. Il va de soi que la pertinence d'une telle définition peut être interrogée. Si on veut, comme on tentera de le faire dans cet article, étendre la réflexion à l'Europe, ou même seulement à l'Union européenne, la difficulté est bien plus grande. La notion de gauche devient considérablement plus floue. De plus, pour des raisons historiques propres à chaque pays, les partis qu'on serait tenté de comparer au parti socialiste français n'occupent pas en général le même espace politique que celui-ci. Même le label prête à confusion : aux Pays-Bas par exemple, le parti socialiste, fait partie de la gauche radicale et se distingue nettement du parti du travail, social-démocrate. Au Portugal, le parti social-démocrate siège avec l'UMP au sein du Parti populaire européen. L'exemple allemand en fournit une illustration encore différente : le parti social-démocrate ne se dit pas en effet de gauche mais du centre. On proposera donc d'autres points de repère, plus directement en prise avec l'activité concrète des forces que l'on situera « à gauche de la gauche », notamment au niveau européen.

Faute d'une étude exhaustive qui dépasserait le cadre de cet article, on peut tenter d'identifier les forces antilibérales en Europe de deux manières. La première, ce sont les alliances nouées au niveau européen et notamment au Parlement européen. Mais, par définition, ce critère ne retient qu'une partie des partis politiques concernés. Il faut d'abord être en situation (et vouloir) présenter des listes identifiables aux élections européennes. Et ensuite avoir des élus, ce qui est autrement plus difficile dans les pays, dont la France, où l'élection est certes à la proportionnelle mais avec un seuil de 4 ou 5%. Ce seuil fonctionne comme un couperet pour les « petites listes », surtout si elles sont dispersées. Le Parti de la gauche européenne[1], créé en 2004, permet de retrouver la plupart des courants précédents mais aussi ceux qui n'ont pas de députés européens ou dont les pays ne sont pas (encore) membres de l'Union européenne. La Gauche anticapitaliste européenne (GACE) est un autre réseau de partis politiques européens, plus lâche - l'activité principale a été jusqu'ici une conférence annuelle pour organiser des « campagnes » au niveau européen - a beaucoup d'adhérents communs avec le parti de la Gauche européenne[2].

Un second repère possible est la participation aux mobilisations européennes, plus particulièrement aux Forums sociaux européens. Cet ensemble recoupe le précédent mais inclut en plus divers réseaux et mouvements citoyens. Ce critère a lui aussi ses limites, notamment parce que les partis politiques sont souvent laissés en marge de ces forums et que leurs militants y sont à d'autres titres que leur appartenance à un parti politique, ce qui les rend moins visibles comme militants politiques. Dans cet article, on s'en tiendra aux groupes gravitant autour du Parlement européen.

Les députés européens se reconnaissant dans la gauche antilibérale sont en général membres du groupe parlementaire appelé groupe confédéral de la gauche unie européenne/gauche verte nordique[3] (GUE/NGL). Un très bref historique du groupe montre cependant le caractère mouvant et très sensible au contexte politique de cette assignation. Pendant les deux premières législatures

Gauche de gauche et mouvement social en

<https://www.contretemps.eu>

Europe

redaction

après l'introduction du suffrage universel en 1979, les « diverses forces de gauche non socialiste [4] » siégeaient ensemble dans le groupe « Communistes et alliés », essentiellement les communistes italiens (une trentaine) et français (une dizaine). La mue du parti communiste italien lui a fait créer un groupe distinct en 1989, la Gauche unitaire européenne, avec la Gauche unie espagnole et deux petits partis danois et grec. Ce clivage ressemblait fort à celui qui avait suscité puis enterré l'eurocommunisme une dizaine d'années plus tôt. Les communistes français restaient en effet alors très réticents à l'égard de la construction européenne, malgré l'ouverture voulue par leur chef de file d'alors au Parlement européen, Philippe Herzog. Ce furent les « années noires », pour reprendre l'expression du président actuel du groupe, Francis Wurtz, avec un groupe minuscule et, par conséquent, très peu de moyens concrets pour agir.

Paradoxalement, c'est le départ des Italiens du parti communiste italien devenu parti démocratique de la gauche en 1991 vers le parti socialiste européen (et bien sûr les changements importants chez les communistes français dans la perception des enjeux européens et de la façon d'y faire face) qui allait permettre de rassembler une nouvelle fois toutes les composantes de « la gauche non socialiste. » Se crée donc, en 1994, le Groupe confédéral de la **g**auche **u**nitaire **e**uropéenne (GUE) avec la Gauche unitaire espagnole, le parti communiste français, la Refondation communiste italienne, le parti communiste portugais, le parti communiste et le Synaspismos grecs. On en revient au schéma d'avant la « scission » de la législature précédente. Les effectifs restaient cependant modestes (28), bien moins qu'en 1984 (41 membres), malgré l'augmentation du nombre de députés européens après l'adhésion de l'Espagne et du Portugal dans les années 1980.

L'élargissement aux pays nordiques et à l'Autriche en janvier 1995 allait permettre de renforcer le groupe avec le parti de la gauche suédoise (VP) et l'Alliance de la gauche finlandaise (Vas). Ces partis suédois et finlandais sont en fait les anciens partis communistes de ces pays, qui ont changé de nom, comme l'ont fait d'autres partis européens après la chute du mur de Berlin. Dans le même temps, le parti populaire socialiste danois (SF), résultant d'une scission déjà ancienne du parti communiste danois, a rejoint le groupe et, avec les partis suédois et finlandais, a formé la Gauche verte nordique (NGL) à l'intérieur du groupe. La seule députée de ce parti danois élue en 2004 siège aujourd'hui avec les Verts. Le groupe a été rebaptisé Groupe confédéral de la Gauche Unitaire Européenne-Gauche Verte Nordique.

Après les élections européennes de 1999, le groupe s'est élargi au parti du socialisme démocratique allemand, jusqu'alors membre associé. Il a également accueilli les 5 députés européens élus sur la liste LO-LCR en France comme membres associés. A partir de 2004, le groupe compte 41 membres, venant de 17 partis différents de 13 pays membres.

Partis politiques membres du groupe GUE/NGL (législature 2004-2009)

Allemagne

Die Linke

Chypre

Progressive Party of Working
People (AKEL)

Espagne

Izquierda Unida (IU)

Finlande

Vasemmistoliitto (VAS)

France

Parti communiste français (PCF)
Rassemblement Démocratique
pour la Martinique

Grèce

Kommunistiko Komma Elladas
(KKE)

Grèce
Synaspismos

Irlande
Sinn Féin

Italie
Partito dei Comunisti Italiani
(PdCI)

Partito della Rifondazione
Comunista (PRC)

République tchèque
Komunistická strana Čech a
Moravy, KSCM

Portugal
Partido Comunista Português
(PCP)

Pays-Bas
Socialistische Partij (SP)

Suède
Vänsterpartiet (V)

L'unique député du *Folkebevaegelsen mod EU* du Danemark est membre associé de GUE/NGL. Cette étiquette désigne en fait *Le mouvement populaire contre l'Union européenne*, qui est une organisation transpartis dont le but est de « libérer le Danemark de l'Union européenne » [5]. En fait, il s'agit d'une coalition autour du parti communiste du Danemark créée en 1972. Malgré son caractère « anti-européen » revendiqué, ce mouvement est représenté sans interruption au Parlement européen depuis 1979.

Le groupe a aussi des accords de coopération avec des partis dont certains ne sont pas représentés pour le moment au Parlement européen : la Gauche socialiste (SV) de Norvège, la Gauche/Déi Lénk du Luxembourg, le Parti Suisse du Travail, le Bloc de gauche (Bloco de Esquerda) du **Portugal**. Les deux premiers sont aussi le résultat d'une transformation d'anciens partis communistes. Le bloc de gauche portugais est en revanche une coalition de partis anciennement maoïstes et trotskistes, alliés au Mouvement démocratique portugais de la Révolution des oeillets de 1974, devenu Política XXI (Politique du XXI^e siècle) en 1994.

Cette brève présentation paraît illustrer à merveille la cartographie de l'extrême gauche la plus courante aujourd'hui [6]. Il y aurait d'abord les « composantes radicales » des anciens partis communistes dans les pays de l'ancien bloc communiste, dont beaucoup ont adhéré à l'Union européenne au cours des cinq dernières années. Un deuxième ensemble serait constitué par les partis communistes des pays occidentaux. Qu'ils aient ou non changé de nom, ils sont passés par une phase de « rénovation ». Dans beaucoup de pays, notamment le Nord de l'Europe, ils ont été progressivement marginalisés mais leur posture très hostile à l'adhésion à l'Union européenne leur a permis de revenir dans le jeu politique. Il y aurait enfin des formations d'origine diverse, des anarchistes aux trotskistes. Elles ont ou ont eu des députés européens en France et au Portugal notamment, qui se sont associés au groupe GUE/NGL, sans y adhérer pleinement.

Mais cette description serait incomplète si on ne faisait pas intervenir deux autres facteurs, directement liés au fonctionnement du Parlement européen et aux enjeux européens. Le premier tient au fait qu'un député européen isolé est à peu près totalement impuissant. De plus, l'adhésion à un groupe a une dimension utile sur un plan purement matériel. Ce facteur peut expliquer des adhésions en partie « techniques », comme celle des cinq députés de la liste LO-PCR à un groupe largement dominé par les communistes en 1999.

Le deuxième élément, plus important, est le fait que dès lors qu'il est question de l'Europe, il y a croisement de deux clivages différents : le clivage droite-gauche et le clivage fédéralistes-antifédéralistes (ou eurosceptiques ou souverainistes). Le premier de ces clivages est fortement affaibli au Parlement européen (et dans les instances européennes en général) par une sorte de

cogestion qui s'est établie dès l'origine entre démocrates-chrétiens et conservateurs d'une part, socialistes et sociaux-démocrates de l'autre. Dans le contexte de la guerre froide, elle traduisait la volonté de privilégier la construction européenne et d'écarter ceux qui la contestaient, principalement les communistes (mais aussi les gaullistes par exemple). Aujourd'hui, c'est le consensus autour de l'Europe libérale qui est une des clés pour comprendre le fonctionnement du Parlement européen. Ce qui explique des rencontres parfois improbables, au sein du groupe GUE/NGL. Le point commun est le refus de cette Europe-là. Ce qui pour les uns veut dire de l'Union européenne elle-même, pour les autres de « l'Europe telle qu'elle se construit ». Pour déchiffrer cette alchimie parfois subtile, nous avons posé quelques questions à Francis Wurtz, le président actuel de GUE/NGL

Pourquoi avoir créé un groupe a priori aussi disparate ?

Dans les années 1990, il y avait deux groupes avec des communistes : la gauche unitaire, les Italiens et les Espagnols principalement, et les autres, sous-entendu les sectaires, les Français et les Grecs. Ce fut une période noire. Notre obsession était de sortir de cette situation le plus vite possible. Nous avons donc beaucoup travaillé à réunir les deux groupes, mais sur une base d'ouverture et de rassemblement, avec un regard plus positif sur l'Europe, un regard critique sur le contenu mais positif sur la construction européenne. Quand je suis devenu président en 1999, j'ai dit : « Arrêtons de faire passer la ligne de démarcation entre les fédéralistes et les anti-fédéralistes. Ce n'est pas une ligne de démarcation pertinente ». Cela me paraissait indispensable pour consolider l'unité et le dialogue, ce qui est fondamental si on veut être dynamique dans cette Europe. Pour moi, la ligne de démarcation, c'est « prolibéral versus antilibéral ».

Il y a beaucoup de fédéralistes dans le groupe ?

Une moitié est fédéraliste et l'autre antifédéraliste. Les Espagnols et les Allemands sont spontanément fédéralistes, car leurs pays le sont. La question ne se pose pas pour eux. Les Suédois sont spontanément souverainistes !

Ces différences apparaissent parfois là où on les attend le moins. Nous avons eu par exemple à discuter du statut des députés européens et notamment de leur rémunération. La majorité du parlement voulait introduire dans le statut une référence à « la moitié des indemnités d'un juge à la Cour européenne de justice ». Cela représentait à l'époque la moitié de 75 000 francs, c'est-à-dire une augmentation de 30% ! Quelqu'un a fait remarquer que dans les pays baltes, cela voudrait dire qu'un député européen gagne trois fois plus qu'un ministre, deux fois plus que le président de la République. Pour lui, ce n'était pas possible, une machine à corruption ! La discussion a été d'une vivacité incroyable. Un Allemand ne comprenait pas qu'il gagne plus que son collègue balte. « Nous sommes de gauche, c'est une question d'égalité ! » Un Suédois a dit au contraire : « Un député européen suédois ne peut pas gagner plus qu'un député national, sous prétexte qu'on est de gauche ! » En fait, on parlait donc moins du statut que de fédéralisme et d'antifédéralisme. Pour les uns, il fallait qu'il y ait égalité entre parlementaires européens, pour les autres entre parlementaire européen et national. Il s'agissait d'une question culturelle, qui n'est ni de droite, ni de gauche !

Personnellement, je respecte le souverainisme des uns et le fédéralisme des autres. Pour moi, la construction européenne doit être une construction *sui generis*. Il s'agit donc de trouver une forme permettant d'articuler les expériences des uns et des autres de manière à ce que chacun puisse s'y sentir à l'aise. Cela veut dire qu'on ne peut plaquer ni l'exemple allemand, ni l'exemple suédois sur l'Europe. Cette conception a constitué un premier élément d'apaisement et de compréhension

Nous avons ensuite opté pour une définition « confédérale » du groupe. En clair, il n'y a pas de discipline de vote. Nous ne forçons pas un parlementaire à adopter une position qui n'est pas celle de son parti. Nous ne sommes cependant pas un groupe technique, une juxtaposition de chapelles. Nous cherchons à arrêter des positions communes, tout au moins convergentes. Cela suppose beaucoup de discussions politiques pour trouver des compromis qui soient légitimes pour les uns et les autres. En général, c'est en approfondissant les sujets qu'on y arrive. Si, après cela, une délégation estime ne pas pouvoir suivre le groupe, elle ne vote pas comme lui. C'est une règle fondamentale qui permet de créer une atmosphère de travail qui n'existe dans aucun autre groupe.

Comment décririez-vous les composantes du groupe ?

Il y a les communistes et parmi eux les communistes traditionnels : les Grecs, les Portugais, avec beaucoup de prévention vis-à-vis de la construction européenne elle-même. Il y a aussi des partis communistes plus « ouverts » de ce point de vue, comme le PCF aujourd'hui. Il y a ensuite des partis partiellement issus de la tradition communiste. C'est le cas en Allemagne avec *Die Linke*. Pour d'autres, il existe une origine communiste très lointaine, comme le parti de gauche de Suède. Nombre de ses adhérents n'ont pas de culture communiste et n'ont pas l'intention de l'acquérir. Les rouges-verts danois ne sont pas du tout de tradition communiste. L'alliance gauche de Finlande est très pluraliste. Il y a depuis 2004 le Sinn Fein d'Irlande. Le parti communiste de Chypre est un cas spécifique, il fait autour de 30% des voix, il a gagné l'élection présidentielle. En plus de son orientation politique, il porte la question nationale dans le conflit avec la Turquie.

Toutes ces sensibilités travaillent ensemble, construisent une identité commune sur les questions sociales, écologiques, de solidarité, de démocratie, sur la militarisation dans le monde, sur la contestation de la dimension libérale et atlantiste des traités, etc. Ils le font le plus souvent avec les citoyens et les mouvements sociaux, notamment dans les forums sociaux. C'est vraiment une expérience politique majeure ! Ce n'était pas du tout évident et ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas de conflit. Mais cela montre qu'on peut être ensemble dans un groupe parlementaire après avoir été en concurrence aux élections européennes.

Comment faire ainsi converger des gens différents mais qui ne se rejettent pas ? Le Sinn Fein est un exemple éclairant. Nous avons eu des contacts. Ils ont beaucoup discuté : « Les catholiques avec les communistes ! » Cela n'allait pas de soi. En fait, nous travaillons très bien ensemble. Le groupe représente donc une alliance très intéressante, non pas abstraite, mais à travers la confrontation à des enjeux concrets.

Dans ce tableau, comment se situe le parti de gauche européen ?

Cela n'a pas été facile. L'expérience de la Troisième Internationale a laissé des traces durables, notamment le rejet de toute idée d'un cadre contraignant qui mette en cause la souveraineté politique des partis nationaux. Mais nous avons voulu aussi que ce parti européen ne soit pas seulement la rencontre de partis communistes. Du coup, les partis communistes grecs et portugais ont dit : « Nous ne voulons pas en être ». Cela s'explique par le fait qu'il y avait deux partis grecs en

Ce parti ne se superpose donc pas au groupe parlementaire puisque des membres du groupe n'en sont pas membres. De même, la gauche verte nordique n'y adhère pas car, disent-ils, « Leur opinion publique ne comprendrait pas qu'ils fassent partie d'un parti européen ». Ici, c'est l'identité nordique qui prime à travers l'existence d'un « forum nordique »^[7].

Encadré : Les membres du Parti de la gauche européenne (2008)

Union européenne

Les partis communistes d'Autriche, de France, d'Espagne, de Wallonie (Belgique), les partis de la Gauche d'Allemagne, d'Estonie, du Luxembourg et de Suède, la parti du socialisme démocratique de la République tchèque, la Coalition de la gauche, des mouvements et de l'écologie - Synaspismós de Grèce, le parti des travailleurs communistes de Hongrie - *Magyar Kommunista Munkáspárt*, Refondation communiste d'Italie, le parti de l'alliance socialiste de Roumanie, la Gauche unie et alternative de Catalogne, la Gauche unie d'Espagne, le Bloc de gauche du Portugal, le parti de l'Alliance socialiste - *Partidul Alianta Socialista* de Roumanie.

Hors Union européenne

Refondation communiste de Saint-Marin), le parti suisse du travail de Suisse), le parti de la liberté et de la solidarité - ÖDP de Turquie), le parti des communistes de la République de Moldavie - *Partidul Comunistilor din Republica Moldova*.

Observateurs

Une autre gauche de Belgique, les partis communistes allemand, de Finlande, slovaque, de Bohême-Moravie (Rép. Tchèque), le parti progressiste des travailleurs (AKEL) de Chypre, la Gauche rénovatrice communiste et écologique - AKOA de Grèce, le parti des communistes Italiens (PdCI), la Gauche européenne d'Italie, l'Alliance rouge et verte - *Enhedslisten - De Rød-Grønne* du Danemark, les Jeunes socialistes - *Młodzi Socjaliści* de Pologne.

^[1] La référence à des partis politiques européens est apparue dans le traité de Maastricht en 1992. Mais ce n'est qu'après le traité de Nice en 2000 que leur rôle a été précisé et les conditions de leur reconnaissance fixées. Diverses élections internes au Parlement européen sont censées tenir compte

de l'équilibre entre les partis représentés. Les partis reconnus sont aussi financés par l'Union européenne. C'est le cas aujourd'hui pour une dizaine d'entre eux. Ce sont en fait des fédérations de partis nationaux, à l'exception notable des Verts.

[2] Ses membres sont l'ex-Ligue communiste révolutionnaire française, le Bloc de gauche du Portugal, le Scottish Socialist party (SSP) d'Écosse, Izquierda unidad d'Espagne, la Gauche anticapitaliste d'Espagne, Esquerra unida i alternativa de Catalogne, le Socialist workers party, Respect et le Socialist Party d'Angleterre et du pays de Galles, la Gauche du Luxembourg, le parti de la Liberté et de la solidarité de Turquie, SolidaritéS de Suisse.

[3] Certains de ces députés, notamment dans les pays scandinaves, préfèrent cependant adhérer au groupe des Verts.

[4] C'est ainsi que le site de GUE/NGL désigne de façon générique ses membres. Voir

[5] Voir : <http://www.folkebevaegelsen.dk/spip.php?article636>. Le mouvement veut en fait le retour dans l'Association européenne de libre-échange (AELE), créée en 1960 autour de la Grande-Bretagne pour contrebalancer la Communauté européenne. L'AELE a perdu progressivement tous ses membres, à l'exception (jusqu'ici) de l'Islande, de la Suisse, de la Norvège et... du Liechtenstein.

[6] Voir par exemple la façon dont une chercheuse anglaise présente cette question : Sarah Harrisson, « Extrême gauche en Europe », dans Yves Déloye (dir.), Dictionnaire des élections européennes, Economica, Paris, 2005.

[7] On peut objecter que c'est moins l'identité scandinave que le caractère fortement « souverainiste » de ces partis qui est en cause. Les partis conservateurs et sociaux-démocrates de ces pays adhèrent en effet aux partis européens correspondants. C'est même un Danois qui préside le parti socialiste européen. Les partis communistes eux-mêmes ont été d'ailleurs les derniers à créer un parti européen, en 2004, bien après les démocrates-chrétiens, les libéraux ou les socialistes.

Dans le précédent numéro de la revue, nous avons tenté de décrire la « gauche de gauche » en Europe à travers l'activité des partis politiques représentés soit dans le Parti de la gauche européenne (c'est-à-dire, pour ceux qui sont représentés au Parlement européen, dans le groupe parlementaire de la Gauche unie européenne/Gauche verte nordique), soit dans le réseau plus informel de la gauche anticapitaliste européenne (GACE). Mais en Europe, plus encore sans doute que dans un pays comme la France, l'activité de ces partis contre le libéralisme a souvent été moins visible que celle du « mouvement social ». Dans cet article, on essaiera de décrire cette composante de la « gauche de gauche » en Europe, tout en sachant que toute tentative éventuelle d'établir une typologie ou de vouloir en donner une vue exhaustive serait vouée à l'échec, tant sont diverses les associations qui, d'une manière ou d'une autre, ont pour objectif de contester l'ordre libéral établi.

Le Forum social européen (FSE) semblait cristalliser, depuis sa première édition en 2002, une bonne part de l'activité politique antilibérale en Europe. Et cela de deux façons : par la rencontre annuelle, au départ fortement médiatisée, de dizaines de milliers de militants, dont le profil allait se diversifier continûment et par la mise en œuvre des décisions prises au cours des « assemblées des mouvements sociaux », dont l'objectif était de donner de la cohérence aux « campagnes » discutées au cours des ateliers du Forum.

Pourtant, l'impression que le FSE réunit l'essentiel de la mouvance « gauche de gauche » en Europe mérite elle-même examen. Les manifestations de rue qui concluent chaque édition du FSE voient en effet régulièrement surgir des groupes, notamment du pays d'accueil du Forum, n'ayant pas participé au Forum et qui ne sont d'ailleurs pas forcément engagés dans le combat altermondialiste^[1]. Le phénomène est plus visible encore lorsque le cadre d'action dépasse celui des forums sociaux. Pour Michel Rousseau, qui anime les Marches européennes contre le chômage et qui a participé à toutes les manifestations européennes depuis dix ans, « Le FSE a favorisé les rencontres entre associations et réseaux divers. Mais nombre d'entre eux restent à l'écart. À Rostock^[2] par exemple, ils étaient même la majorité. D'où la nécessité de nombreuses réunions pour "harmoniser la chorégraphie". Il faut en effet éviter les chevauchements entre les blocages, les diverses initiatives de chaque réseau et même les... messes. Dans certains pays beaucoup de mouvements, parfois très radicaux, sont en effet d'inspiration religieuse. »

Cette période peut paraître aujourd'hui révolue. Le FSE connaît une crise, y compris une crise de notoriété. La dernière édition, à Malmö en septembre 2008, n'a guère eu d'échos dans la presse. Seule *L'Humanité* lui a consacré une chronique régulière pendant les cinq jours du Forum. *Le Monde* et *Libération* n'en ont pratiquement pas parlé. Même *Rouge* y est allé seulement d'un timide « FSE : À la recherche d'un second souffle »^[3]. Parmi les symptômes visibles de cette crise, il y a le relatif retrait du mouvement syndical, plus exactement de la Confédération européenne des syndicats (CES) et de ses principaux membres. Ce qui priverait le FSE, s'il se confirmait, de la possibilité d'envisager et de coordonner une initiative de masse sur le terrain économique et social. Si les associations très actives au sein du FSE peuvent en effet prétendre à bon droit jouer un rôle d'aiguillon pour un mouvement syndical considéré comme moins combatif, elle ne sont cependant pas en mesure, sauf circonstances exceptionnelles, d'organiser seules de tels événements.

D'où la recherche de nouvelles modalités pour relancer le processus de mobilisation sous d'autres formes. Mais les forums sociaux sont des structures unitaires en apparence seulement. Dans les faits, il s'agit plutôt de la rencontre en un même lieu de plusieurs réseaux (les syndicats, les services publics, les *sans*, les pauvres, les migrants, etc.), chacun avec ses propres débats et activités. Beaucoup d'associations sont elles-mêmes spécialisées et s'intègrent donc sans difficultés dans les cases du programme qui les intéressent.

Mais il y a aussi des moments de mise en commun et de rencontre, le plus visible étant la manifestation de rue organisée traditionnellement à la fin du Forum. L'adoption des décisions d'action, proposées par chaque réseau sous forme de « campagnes », se fait, elle, en marge du Forum, celui-ci n'étant pas habilité en tant que tel à adopter des textes. Ces « assemblées des mouvements sociaux » élaborent une déclaration qui, jusqu'ici, servait en quelque sorte de feuille de route pour la nébuleuse FSE pour les mois à venir. Malmö n'a pas dérogé à la règle, avec un texte retenant quatre campagnes : une campagne prolongée, intitulée « 2009 : pour changer l'Europe », sur les questions sociales, avec une initiative européenne, à Bruxelles, en mars 2009, au moment du Conseil européen de printemps ; une manifestation européenne en avril à l'occasion des cérémonies célébrant le soixantième anniversaire de l'Otan ; un contre-sommet et une manifestation lors de la tenue du prochain G8, en Sardaigne ; sur la crise climatique, des initiatives pour préparer la conférence mondiale sur le climat de l'ONU, à Copenhague en décembre 2009. On voit ici une des faiblesses souvent relevée de l'action internationale « de gauche » : le calendrier des actions (l'agenda) n'est pas élaboré par le mouvement, mais dicté par les instances concernées (l'Europe et le G8 pour le domaine économique et social, l'Otan pour le mouvement antiguerre, l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) pour le mouvement altermondialiste des origines, etc.) Ce qui crée des temporalités différentes pour les divers réseaux.

En réalité, quand la « déclaration des mouvements sociaux » a été adoptée, personne n'ignorait que, sur un point essentiel, le contre-sommet social en mars, il ne se passerait rien. De la même façon, aucune mobilisation n'est vraiment envisagée pour le G8, que Silvio Berlusconi a d'ailleurs (fort opportunément ?) déplacé de Sardaigne à L'Aquila, la ville sinistrée par le récent tremblement de terre. Pour des raisons variées, le réseau syndical, dans sa majorité, a pris d'autres décisions. Dans les premiers forums européens, la CES[4] et la plupart de ses membres venaient un peu comme observateurs, intéressés par la forte présence de militants, les jeunes notamment, qu'ils avaient - perdu l'habitude de rencontrer ou de voir dans les réunions syndicales. Ils ont ensuite joué un rôle plus actif, principalement dans l'organisation des contre-sommets sociaux[5]. Cette implication syndicale a connu des ratés au FSE de Malmö en 2008. Contrairement à l'habitude, les syndicats suédois s'étaient peu investis dans le Forum, ce qui a été considéré comme une des raisons d'une participation relativement faible, en tout cas nettement inférieure à celle des éditions antérieures (moins de 10 000 inscrits au Forum, avec toutefois une manifestation de clôture plutôt réussie, en tout cas selon les canons suédois en la matière). Les « grandes » organisations de la CES, dont la CGT pourtant très présente habituellement dans les Forums, ont fait un peu « bande à part », tenant leurs propres réunions et participant très peu à celle des mouvements sociaux, qui n'ont pas réussi à s'entendre sur une initiative « sociale », un contre-sommet étant difficile à concevoir sans une implication importante des syndicats belges (la FGTB socialiste et la CSC chrétienne, influente en Belgique et historiquement très portée sur l'action internationale)[6]. Or, à Malmö, ils ont décliné l'invitation, préférant, pour l'instant, une concertation inter-syndicale d'autant plus nécessaire, à leurs yeux, que la CES a décidé de tenir un langage plus offensif, en tout cas plus indépendant, à l'égard

Les grands réseaux qui ont historiquement structuré le FSE cherchent donc à relancer le mouvement sur de nouvelles bases. C'est l'objectif que se sont donné les organisations participant aux réunions inter-réseaux (*Cross Networking Meeting*) sur les crises globales. La première rencontre de ce type a eu lieu à Paris les 10 et 11 janvier derniers. Le résultat, parmi d'autres, a été la tenue d'une journée d'action le 28 mars à l'occasion de la réunion du G20 le 2 avril à Londres. Et, surtout, la décision de « continuer à construire cet espace à l'avenir ». Dans ce but, une deuxième réunion s'est tenue les 18 et 19 avril derniers à Francfort. L'objectif était d'examiner les résultats du G20, de « continuer à développer et à approfondir la capacité de la société civile à influencer la position de l'Europe dans le processus de réforme du système financier et de faire des propositions concrètes au niveau européen pour améliorer la coopération et le travail en réseau des organisations de la société civile[8] ».

Près de 150 organisations, qui faisaient jusqu'à présent le succès des FSE, ont participé à la réunion de Paris. Mais les syndicats étaient relativement peu représentés (la CGT, la FSU et Solidaires pour la France, deux ou trois syndicalistes italiens de la CGIL et allemands de Verdi, le syndicat des services du DGB...). Selon le rapport final, la « réunion a été convoquée pour permettre aux réseaux et mouvements de discuter spécifiquement de la crise financière et de ses incidences, et d'élaborer des propositions de collaboration et de travail. [Elle] a été un point de départ qui devrait aider les mouvements européens et les réseaux à renforcer leur collaboration. [...] Il a été précisé par les réseaux européens qui ont appelé à la réunion qu'il n'était pas question de créer une nouvelle structure, mais de faciliter la collaboration entre les différents réseaux et groupes. La réunion ne vise pas à remplacer le processus du Forum social européen. [...] Cet espace, et d'autres espaces à venir, sont destinés à être des espaces de travail spécifique pour aider à l'articulation entre les réseaux aussi bien en termes de réponses communes à la crise et de nouvelles stratégies pour construire le changement ». Une « Déclaration de Paris[9] » a été adoptée qui précise elle aussi que la « réunion est un pas en avant dans un processus de long terme visant à construire des espaces de rencontre pour les réseaux européens. [...] Ce processus se nourrit des efforts déployés dans le Forum social européen et ailleurs pour construire une Europe démocratique et socialement et écologiquement soutenable. »

Deux réseaux jouent un rôle moteur dans la recherche de modalités susceptibles de relancer la mouvance associative antilibérale en Europe. Il s'agit d'abord de celui des Attac[10] d'Europe, qui ont beaucoup travaillé sur la question de la crise financière, retrouvant au passage leur « cœur de métier » d'origine. C'est ensuite le réseau dit de la Charte, où les membres de Transform ! jouent un rôle très actif. Transform ! réunit divers instituts liés à des partis politiques aujourd'hui rassemblés dans le Parti de la gauche européenne (Espaces Marx en France, la Fondation Rosa Luxemburg en Allemagne, l'Institut Nikos Poulantzas en Grèce, etc.). La nature du projet a permis aussi de renouer avec des réseaux comme S2B, qui se sont constitués dans les batailles autour de l'OMC, après la signature du traité de Marrakech en 1995.

Un déclin des forums sociaux ?

La question ne vaut pas seulement pour l'Europe[11]. Mais, du fait notamment du rôle de l'Union européenne (UE) et de l'impact de ses politiques dans les États membres, le FSE, même s'il a permis de traiter bien d'autres sujets, a longtemps servi d'incubateur à l'action contre l'Europe libérale. Il a donc eu à la fois une fonction de médiation, en offrant un lieu et des procédures à une gauche de gauche européenne dont les composantes s'ignoraient jusque là, et un rôle d'impulsion, précisément à cause de ces rencontres inédites et même parfois improbables, au moins à l'époque. Mais beaucoup de réseaux existaient déjà auparavant.

La création de l'Organisation mondiale du commerce, avec sa fonction clairement affichée – supprimer toutes les entraves au commerce international des biens et des services – a été l'occasion de luttes nouvelles à l'échelle du monde. L'un des plus actifs de ces réseaux, le réseau OWINFS[12], s'est constitué au début de l'année 2001, au moment où l'OMC enfantait dans la douleur le premier cycle de négociations après la signature du traité de Marrakech en 1994[13]. Les premiers contacts à grande échelle avaient d'ailleurs été pris au cours de la première édition du Forum social mondial à Porto Alegre en janvier 2001. En Europe, le réseau S2B, *Seattle to Brussels*, s'est formé – comme son nom l'indique – à la suite de la conférence ministérielle de l'OMC de Seattle en décembre 1999. Celle-ci a été mise en échec par les manifestations mais aussi, bien sûr, par les rivalités entre grandes puissances commerciales. Bruxelles, c'est évidemment l'Union européenne et, pour ce réseau, son agenda piloté par les entreprises (*corporate driven agenda*) pour libéraliser de manière continue le commerce et les investissements. Ce réseau a joué un rôle essentiel dans la révélation et la dénonciation des propositions de l'UE en matière de commerce international, très libre-échangistes au moment où beaucoup de gouvernements et la Commission elle-même étaient supposés être « de gauche ».

D'autres réseaux sont davantage des créations européennes, notamment ceux qui sont particulièrement attentifs à la question sociale en Europe et, à partir des années 1980, au chômage. Le cas des « Marches européennes contre le chômage » illustre le caractère initialement improvisé de ces mouvements, tout en montrant l'importance de l'agenda européen et... le rôle décisif joué par des personnes déjà rompues à l'activité militante. Pour Michel Rousseau, le principal animateur du réseau aujourd'hui, il y avait une certaine improvisation au départ, en 1996. « Nous avons fait cela un peu de bric et de broc. Les associations de chômeurs ont commencé à se constituer en France et dans quelques autres pays au début des années 1990, avec la montée du chômage et de la précarité. Mais il n'y avait rien au niveau européen. Dans le cadre national, on était devant un mur, car cela se décidait en Europe. En 1996, l'idée est venue de faire un contre-sommet à Turin, au moment du Conseil européen qui allait lancer la Conférence intergouvernementale en vue des élargissements prévus. Christophe Aguiton a suggéré une réunion associant des militants politiques, syndicaux, associatifs, pour discuter d'une initiative sur le chômage. Le résultat a été la marche européenne de juin 1997, à Amsterdam. Nous étions 3 000, ce qui était inattendu (50 000 selon la police, ce que nous n'avons pas démenti bien sûr !) Nous avons récidivé à Luxembourg, en novembre. Ce sommet pour l'emploi constitue en quelque sorte un premier *bougé* auquel notre action a sans doute contribué. Pour moi et beaucoup d'autres, cela a été le premier contact avec l'Europe. Certains des initiateurs étaient d'avis de faire la marche et d'en rester là. Nous avons donc fait une réunion bilan après le sommet de Luxembourg. Elle a conclu qu'il fallait s'organiser. Nous avons "marché" à tous les sommets dans une première phase. Quand cette modalité a paru s'essouffler, nous avons préféré investir dans les forums sociaux plutôt que de nous caler sur les contre-sommets. Cela permet de réunir les associations à cette occasion. 2010 sera l'année de lutte contre la pauvreté de l'ONU. Par ailleurs, la Belgique va présider le Conseil européen. Nous allons donc refaire une vraie marche de toute l'Europe (Est compris) vers Bruxelles en octobre 2010. »

Vers un *lobbying* de gauche ?

L'épuisement du processus des forums sociaux européens n'est guère contesté. Ce qui est généralement mis en cause, c'est l'absence de résultats concrets et une sorte de rituel où une centaine de personnes, souvent sans beaucoup de liens avec leurs propres organisations, font en quelque sorte profession d'organiser les diverses éditions du FSE. Ce qui évidemment n'empêche pas l'effet positif que le FSE peut avoir sur le mouvement social dans les pays qui l'accueillent.

Les plus optimistes pensent que la prochaine édition, prévue en juin 2010 à Istanbul, sera un test grandeur nature. Pour d'autres, la tenue même de ce FSE est déjà compromise. La recomposition de la gauche antilibérale est probablement à la fois cause et conséquence de ce déclin. Pour le mouvement syndical, la crise et ses effets dévastateurs ont incontestablement conduit la CES à prendre un peu de distance par rapport à la Commission et aux attentes anciennes à l'égard du « dialogue social » européen. La création de la Confédération syndicale internationale a joué dans le même sens. Celle-ci apparaît aujourd'hui plus combative, en tout cas moins engluée dans les compromis de la participation « responsable » héritée de l'après-guerre et de la tradition syndicale anglo-saxonne ou nordique.

L'évolution des associations qui ont fait le dynamisme de l'altermondialisme depuis une décennie mérite elle aussi attention. S'agissant de l'Europe, celles qui animent le « nouvel espace » évoqué plus haut attendent des résultats plus concrets qui iraient au delà des débats dans les forums et des contre-sommets. Ce qui est d'ailleurs une caractéristique des grands réseaux quasi professionnalisés, comme par exemple le réseau S2B, combinant la production d'analyses très pointues et l'organisation méthodique de « campagnes ». Ces réseaux n'ont pas, culturellement, les préventions qui peuvent exister dans d'autres secteurs de la gauche de gauche à l'égard du *lobbying*. Le vocabulaire utilisé l'indique, de même que la méthode de travail qui semble s'esquisser et qui a déjà fait ses preuves lorsqu'il s'est agi d'*influencer* la politique commerciale de l'Union européenne ou les relations avec les pays en développement.

Louis Weber

[1] À Malmö, une partie non négligeable de la manifestation rassemblait ainsi des groupes suédois et danois derrière des banderoles aux accents « post-soixante-huitards » : *Working class ain't nothing to fuck* (La classe ouvrière n'en a rien à foutre) ou *Against capitalism, states, cops and prisons. For love, solidarity and Anarchy* (Contre le capitalisme, les États, la police et les prisons. Pour l'amour, la solidarité et l'Anarchie). Traduction libre de l'auteur.

[2] ~~Contre-sommet du G8 à Rostock-Heiligendam en juin 2007, qui a donné lieu à de violentes manifestations.~~

[3] Léonce Aguirre, *Rouge*, n° 2267, 25 septembre 2008.

[4] Une (petite) partie des syndicats européens restent en dehors de la CES (les anarcho-syndicalistes, les Cobas d'Italie, la CGT espagnole, le SAC de Suède, un syndicat basque et surtout Solidaires en France, etc.). Ils se réunissent une fois par an, avec la participation d'observateurs. La FSU est un cas à part : elle n'est pas membre de la CES, n'étant pas une confédération interprofessionnelle, mais ses principaux syndicats sont membres de la fédération de l'éducation de la CES.

>[5] C'est le Conseil européen d'Amsterdam, en juin 1997, qui a le premier décidé de consacrer une réunion extraordinaire, en novembre 1997, à la question de l'emploi. C'était un peu la contrepartie de l'adoption du traité d'Amsterdam et du Pacte de stabilité et de croissance. À partir de 2000 (Lisbonne et... la stratégie), l'habitude a été prise de réunir le Conseil en mars de chaque année, avec un ordre du jour « social ».

[6] La résolution des mouvements sociaux prévoyait pourtant : « Comme deuxième étape, nous construisons un contre-sommet/conférence large, rassembleur et stratégique de tous les mouvements sociaux européens, à Bruxelles, en mars [2009] ».

[7] « La crise est très importante et la CES demande une action ambitieuse de la Commission pour faire face à son ampleur. Jusqu'à présent, nous n'avons eu que des réponses beaucoup trop timides, insuffisantes. » (John Monks, secrétaire général de la CES, *Le Monde*, 25-26 mai 2009)

[8] Dans la version anglaise des textes, souvent la seule disponible, apparaît aujourd'hui l'acronyme CSO pour « organisation de la société civile ». Ce qui indique sans doute à la fois l'imprégnation lente mais certaine par le « vocabulaire bruxellois » et une manière de se distinguer des ONG, dont beaucoup sont soupçonnées aujourd'hui de se dire « non gouvernementales » par antiphrase, notamment au regard de leur financement.

[9] <http://openesf.net/projects/labour-and-globalization/lists/esf-labour-globalization/archive/2009/01/1231934719802/1231934721164.pdf>

[10] Attac : Association pour la Taxation des Transactions pour l'Aide aux Citoyens, créée à l'origine pour populariser les taxes globales (Taxe Tobin).

[11] Voir à ce sujet : L. Weber, « L'altermondialisme à la croisée des chemins », *Savoir/Agir* n°4, juin 2008.

[12] *Our World is not for sale*, notre monde n'est pas à vendre.

[13] Le traité lui-même, qui créait l'OMC, avait un « agenda incorporé ». Un cycle (*round*) de négociations devait donc être lancé à Seattle, en décembre 1999. Cela a été un échec. L'OMC a remis l'ouvrage sur le métier en lançant le cycle de Doha en 2001, cycle que l'actuel directeur de l'OMC, Pascal Lamy, essaie vainement de conclure depuis... 8 ans.